

Nous nous réjouissons des récents signes d'assouplissement des positions dans le dossier de l'agriculture. Le directeur général du GATT, M. Dunkel, a mis en branle une série de réunions cruciales qui se tiendront dans les prochaines semaines. Nous devons absolument saisir cette occasion et prendre des mesures décisives. Chaque pays a ici un rôle à jouer et des concessions à faire. Les décisions ne seront pas toutes faciles, mais il est temps de faire preuve d'autant d'ouverture, de souplesse et de prévoyance que possible. Il est temps de prendre les initiatives nécessaires pour parvenir à un accord. Il y va de l'avenir du système commercial mondial, de notre région et de nos économies.

Dans nos efforts pour aplanir les divergences qui restent dans les NCM, nous devons accorder une importance primordiale à l'accès aux marchés. Nous devons à nos gens d'affaires de créer le contexte nécessaire à la circulation la plus libre possible des biens et services. Les effets positifs directs de l'ouverture des marchés se feront sentir pendant des années dans tous les secteurs de nos économies. Le Canada préconise vivement le libre-échange dans un certain nombre de secteurs clés. Nous pressons tous les participants à la présente réunion de s'engager résolument dans cette initiative en faveur du libre-échange international. Nous n'arriverons à rien si nous nous en tenons aux secteurs où nous disposons d'un avantage concurrentiel clair. Nous devons aller plus loin et étendre nos négociations à tous les autres secteurs. Nous devons faire des concessions mutuelles, mais je suis sûr que nous en profiterons tous grandement à long terme.

En plus de nos efforts pour assurer la conclusion de l'Uruguay Round, nous pouvons mener, dans le cadre de la CEAP, d'innombrables autres activités en faveur du commerce dont beaucoup sont proposées dans l'excellent document, établi par nos collaborateurs, et que nous avons sous les yeux. L'ouverture de nos marchés devrait être le principe directeur de tous nos travaux sur le commerce international.

Ces travaux devraient porter sur tous les aspects du commerce et de la compétitivité que la mondialisation met au premier plan. Le Canada a présenté certaines idées à ce sujet l'été dernier, et j'espère qu'elles se retrouveront dans notre programme de travail. Elles concernent des questions comme l'effet de la mondialisation, le régionalisme, le commerce et l'environnement, la politique sur le commerce et la compétitivité ainsi que le commerce et l'investissement. À mon avis, ces questions qui découlent de la mondialisation sont importantes non seulement en elles-mêmes, mais parce qu'elles offrent à la CEAP l'occasion d'apporter une contribution distincte et nouvelle à nos efforts pour comprendre le nouveau contexte commercial.

Par ailleurs, après l'Uruguay Round, il restera sans aucun doute des questions non réglées sur lesquelles nous devons nous